

# L'élimination des "Gourbivilles" et l'étude des migrations humaines en Tunisie du Nord

*L'auteur du présent article, M. P. Rondot, Directeur d'Etudes du Centre des Hautes Etudes d'Administration Musulmane, et chargé du cours de Sociologie de l'Afrique du Nord à l'Ecole Nationale d'Administration, a eu l'occasion de s'intéresser au problème des migrations humaines en Tunisie, lors de ses nombreux séjours dans la Régence. Aussi appréciera-t-on à sa juste valeur la « mise en place » du problème, dans le cadre d'une politique de réalisations sociales (l'élimination des gourbivilles) (1) avec phase préalable de recherches. L'enquête sociologique éclairant et orientant le recensement, a tenu peu de place jusqu'ici dans les préoccupations des responsables, en grande partie faute des spécialistes qui auraient pu l'entreprendre. On sait les travaux importants auxquels on s'est livré au Maroc sur ce même sujet (2). Avec la perspective que des travaux orientés de même manière pourraient être entrepris en Tunisie, il a été prévu, dans le cadre des conférences de recherches de l'Institut des Hautes Etudes de Tunis, pour l'année universitaire 1954-55, une session d'information et de formation d'étudiants et de fonctionnaires intéressés par de telles études, session dont M. P. Rondot a précisément accepté d'assumer la direction.*

\* \* \*

L'une des tâches les plus urgentes de la politique sociale en Tunisie est sans doute la lutte contre les « gourbivilles ». Il s'agit, on le sait, des faubourgs irréguliers, parfois presque clandestins, qui se sont récemment développés aux lisières des villes et même des bourgs. La population de ces agglomérations improvisées, en grande partie sous-employée et dépourvue de ressources régulières suffisantes, vit dans les conditions les plus précaires d'alimentation, de

---

(1) Voir « Les aspects spécifiques de la crise du logement urbain en Tunisie et leurs solutions », par G. Blachère. — *Bulletin Economique et Social de la Tunisie*, n° 80 (septembre 1953), p. 64.

(2) Voir notamment A. Adam : « le bidonville de Ben Msik », dans *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales*, Alger, 1949-50 et surtout R. Montagne : « Naissance du Proletariat Marocain ». *Cahiers de l'Afrique et l'Asie*, n° 3, Paris, 1951.

vêture et surtout d'habitat. Elle s'abrite, en effet, dans des constructions sans doute peu différentes des « gourbis » ruraux, mais plus sommaires et surpeuplées encore, et dont l'édification hâtive et l'agglomération sur des terrains resserrés, nullement préparés à les recevoir et dépourvus de toute voirie, créent des conditions d'hygiène particulièrement déplorables.

L'élimination de ces îlots misérables, par recasement de leur population dans des conditions plus correctes, est actuellement en cours. L'on ne peut que s'en féliciter, et il faut savoir gré aux administrations intéressées d'avoir abordé ce problème avec le souci des réalisations rapides. L'on remarquera, toutefois, qu'en l'occurrence une amélioration, même considérable, de l'habitat, constitue en quelque sorte un traitement du symptôme plutôt que du mal lui-même. Sans doute s'est-on préoccupé, en recensant les habitants des « gourbivilles », à éliminer, de leur origine et des raisons de leur migration vers la ville; mais il n'est pas certain que cette enquête ait été systématiquement et partout poussée jusqu'au point où elle pourrait être réellement efficace, et mener à des conclusions décisives pour l'amélioration durable du sort de cette population.

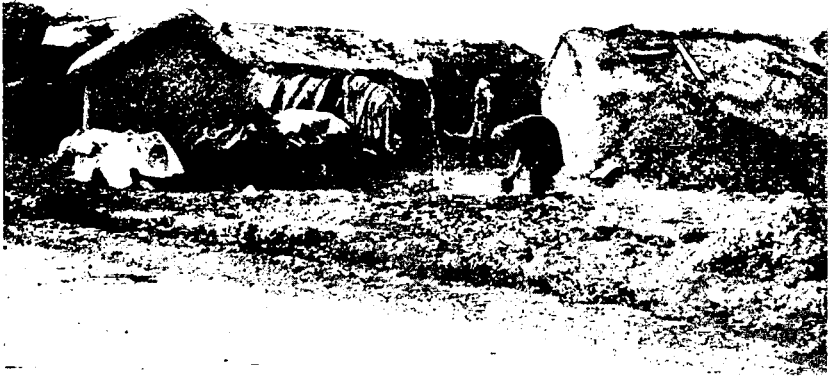
Etude sociologique et politique sociale doivent, en pareille circonstance, marcher de pair. En exprimant ici, et en tâchant de motiver, le souhait que la recherche ne soit pas en l'occurrence trop largement distancée par l'action, nous ne méconnaissons nullement l'urgence de celle-ci, ni les mérites de ses artisans. Nous nous proposons simplement d'appeler l'attention sur l'opportunité d'études complémentaires grâce auxquelles, nous semble-t-il, l'œuvre entreprise pourra trouver une efficacité plus grande et plus durable.

\* \* \*

Pour aborder efficacement le problème des « gourbivilles », il convient de se demander, d'abord, quels sont les hommes qui, en s'agglomérant ainsi, posent ce problème.

Une réponse sommaire est assez facile à formuler. Dans les villes de la Tunisie du Nord, il s'agit le plus souvent de paysans, privés de leur gagne-pain rural par les circonstances : sécheresse dans la steppe, machinisme accru dans les plaines du Nord, endettement, etc. Certains sont aussi des tâcherons ou manœuvres urbains, plus ou moins inemployés, auxquels la perspective d'un travail plus facile ou mieux rémunéré a fait d'assez longue date quitter la campagne, ou d'anciens soldats pourvus d'une petite retraite ou pension d'invalidité, déracinés par le service et peu soucieux, ou peu capables, d'une réinstallation rurale.

Mais les divers destins individuels de ces hommes, bien qu'ils soient immédiatement déterminés par des circonstances récentes, ne sauraient être entièrement compris sans quelque retour sur un passé plus lointain. Dans leur grande majorité, ils appartiennent en effet aux populations de la Tunisie du Nord, constituées par la somme de migrations très anciennes, plus ou moins fondues plutôt que profondément homogènes, et parmi lesquelles la mobilité individuelle n'a jamais complètement cessé.



**Gourbis à Mégrine**

(Photo C.R.L.)



**Habitat musulman à Mégrine (près Tunis).**  
**Des maisonnettes modernes remplacent les gourbis en pisé**

(Photo C.R.L.)

Les antiques populations antéislamiques de l'Ifrikyā ont été jadis drainées, du Djebel tripolitain et du Djérid, vers les hauteurs septentrionales, le Tell et même le Maroc, par des courants dont les chroniques comme la toponymie gardent quelque trace. A elles se sont mêlées durant les siècles de la conquête musulmane, par vagues successives, des tribus arabes dont beaucoup d'éléments ont alors adopté le mode de vie des sédentaires : Ibn Khaldoun le signale expressément, par exemple, pour les Hédil, issus de nomades d'Arabie longtemps campés au sud de Kairouan, enfin installés dans les hauteurs de la région de Sedjenane où ils subsistent encore aujourd'hui. Par la suite, en corrélation avec les luttes dynastiques hafsidés, les guerres incessantes entre Tunis et Bougie, Constantine, Alger, les efforts d'implantation permanente beylicale, se sont installées successivement, jusqu'à leur usure ou leur élimination par les prépondérants du lendemain, des tribus alors puissantes associées aux dominations du jour. Autour de Béja se sont ainsi succédés, en maîtres locaux, au XV<sup>e</sup> siècle, les Ouled Bellil, auxquels les Hafsidés concédèrent la région en fief, au XVI<sup>e</sup> siècle les Ghéraba repliés de Kabylie au service de Tunis, au XVII<sup>e</sup> siècle les Drid qui aidaient à la levée des impôts et assuraient le transport vers la capitale des grains versés à l'État, sans compter les auteurs des nombreux raids occasionnels comme celui des Ouled Sebaa; chaque vague nouvelle recouvrant et dominant les débris de la vague précédente.

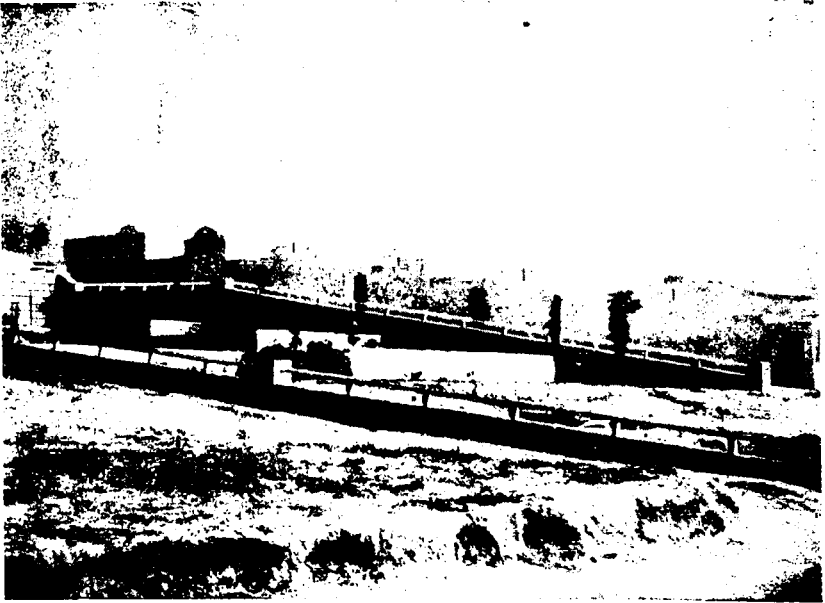
Aussi les populations de la Tunisie du Nord constituent-elles une mosaïque, dont certains éléments se sont réagglomérés en blocs devenus relativement compacts, mais de solidité variable. Au moment de l'établissement du protectorat, une tribu apparemment cohérente comme celle des Nefza compte neuf fractions d'origine différente, et l'on peut admettre que le quart au moins de sa population est d'origine méridionale encore consciente. Quant aux cheikhats ruraux qui, autour de la ville, constituent le Bled Béja, ils rassemblent des éléments issus de multiples tribus établies ailleurs; les peuplements, d'ailleurs installés depuis quelques siècles seulement, des Ouled Bellil et apparentés et des Drid, ne constituent respectivement, vers 1881, que 16 et 18 % environ de la population totale.

\* \* \*

Mais ces alluvions humaines, lors de notre entrée en Tunisie il y a soixante-dix ans, n'étaient pas tous immobiles; des migrations humaines se poursuivaient. Nous avons eu récemment l'occasion de décrire le mouvement, commencé avant le Protectorat, qui, durant les quinze ou vingt années précédant 1890, fit sortir la moitié de l'effectif mâle des Mekna de leur habitat traditionnel pour le porter vers le Sud-Est, chez les Amdoun et dans le Bled Béja (1).

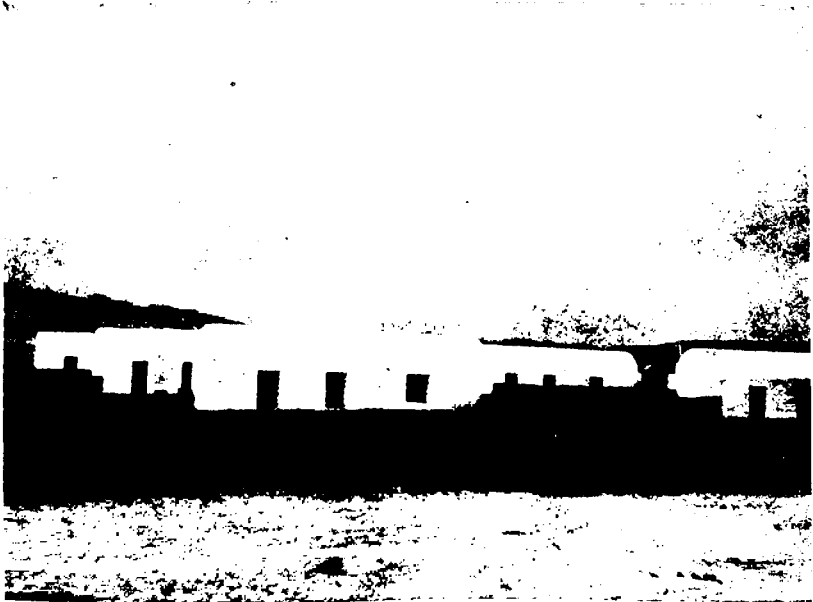
Un tel mouvement, il est essentiel de le remarquer, est antérieur

(1) L'émigration ancienne des Mekna (1880-1890) dans « Cahiers de Tunisie », I, pp. 18-35.



Une vue de la Cité des Anciens Combattants Musulmans  
à El-Omrane (Banlieue de Tunis)

(Photo C.R.L.)



Logements modernes pour fellahs à Enfidaville

(Photo C.R.L.)

à l'introduction en Tunisie de l'économie moderne : celle-ci pourra le confirmer et l'entretenir, elle ne l'a pas provoqué. Son analyse permet d'avancer que les populations de la Tunisie ont été sensibles, de longue date, à des facteurs de migration qui ne semblent d'ailleurs pas exclusivement d'ordre économique : dans les différentes fractions Mekna, la courbe de cette émigration ancienne fut loin d'être toujours parallèle à celle de la pauvreté, donc du besoin. Des impulsions ou des freins d'ordre psychologique, moral ou social, difficiles à plus d'un demi-siècle de distance à déterminer exactement, mais certains, jouaient sans nul doute.

Les facteurs de mouvement issus de l'économie moderne : perspectives urbaines d'emploi, appel de main-d'œuvre agricole dans les grandes exploitations, puis licenciement graduel des manœuvres, par suite de l'introduction du machinisme, agissent donc sur des éléments déjà, en quelque sorte, prédisposés. Ces hommes sont issus, en effet, de populations déjà accoutumées de longue date à se prêter aux migrations, et qui ne sont d'ailleurs le plus souvent que le produit de séculaires déplacements partiels. Le jeu de ces forces nouvelles s'en trouve certainement facilité. On peut même dire qu'entre mouvements anciens et nouveaux il n'y a guère de solution de continuité; il s'agit aujourd'hui de phénomènes d'une ampleur accrue, mais pas nécessairement de caractère original.

L'apparition des « gourbivilles » est sans doute récente; elle a rendu sensible le phénomène; avant eux, cependant, villes et bourgs absorbaient déjà, dans leurs vieux quartiers et dans les faubourgs pauvres, un nombre important d'immigrants; parfois, ce sont eux-là mêmes qui, chassés par les exigences des bailleurs ou par leur propre appauvrissement, vont s'établir à la périphérie des cités. Il est rare d'ailleurs que l'habitant du « gourbiville » vienne directement, attiré par le prestige urbain, du territoire occupé par sa tribu d'origine; souvent il a, auparavant, travaillé dans diverses exploitations rurales; parfois il y est né, fils de parents qui avaient déjà, eux-mêmes, émigré. Pour beaucoup, les étapes peuvent se résumer ainsi : grands-parents en tribu, parents dans la plaine agricole, enfants petit à petit agglutinés dans les faubourgs. Mais il faut surtout, dans l'état encore sommaire de nos connaissances, nous défier ici de tout schéma. Non seulement selon les tribus, mais selon les fractions ou sous-fractions, qui constituent les entités moralement les mieux définies, le nombre des départs et leur rythme, la permanence des installations, l'attitude des immigrants semblent grandement varier.

\* \* \*

Il y a là des facteurs qui, une fois bien connus après enquête méthodique et détaillée, pourraient grandement influencer sur les modalités d'une opération de recasement. Tous les habitants d'un « gourbiville » n'ont ni les mêmes motifs, ni les mêmes chances de subsister dans un cadre urbain; les difficultés qui ont écarté certains des campagnes sont peut-être solubles ou précaires; dans certains cas, il pourrait être inopportun de renforcer une attirance urbaine simplement occasionnelle et dépourvue de nécessité profonde; dans d'autres, l'enquête approfondie pourra faire apparaître des faits d'é-

viction, de délaissement, de découragement, qui sont causes immédiates de l'émigration et dont la suppression restaurerait peut-être la stabilité.

D'autre part, les éléments les plus misérables des prolétariats urbains ne sont pas nécessairement ceux des « goubivilles »; souvent, l'évacuation des taudis des vieux quartiers paraît plus désirable encore. Enfin, le recasement lui-même ne saurait être considéré comme le dénouement qui met un point final à des déracinements occasionnels, mais il va constituer une phase nouvelle dans un processus de mouvements trop anciens et trop généraux pour être considérés comme entièrement accidentels. Si l'on essaie de considérer le recasement dans une perspective historique, il apparaît comme une mesure de fixation, analogue à certains égards à la concession, naguère, d'un fief aux Ouled Bellil, d'une charge aux Drid. Son effet non seulement sur les bénéficiaires directs, mais sur les populations voisines, peut dans une certaine mesure être supporté grâce à l'examen des précédents; il doit en tout cas être observé sans retard avec le plus grand soin et selon des méthodes appropriées.

L'enquête sociologique semble donc trouver sa place dans toutes les phases de l'opération de recasement : préparation, exécution, contrôle; elle peut grandement contribuer à en établir les données et à en faciliter le déroulement. Sociologues et administrateurs n'auront point ici à rivaliser, si ce n'est dans l'empressement à aborder ces problèmes urgents : leurs préoccupations se rejoindront étroitement, et parfois d'ailleurs le même homme pourra représenter les deux points de vue. Loin de retarder l'action, l'étude en assurera les démarches et en éclairera les développements, pour le plus grand bien des populations appelées à bénéficier des actuels efforts.

Pierre RONDOT

*Directeur d'Etudes du Centre  
des Hautes Etudes  
d'Administration Musulmane de Paris  
(C. H. E. A. M.)*